

Nous publions, avec l'aimable autorisation de la revue [International Socialism](#), un entretien avec le militant syrien Ghayath Naisse, membre du Courant de la Gauche Révolutionnaire, réalisé par Simon Assaf. Il y aborde la brutalisation de la Syrie, les objectifs de ceux qui interviennent dans ce conflit, ainsi que les perspectives pour les anticapitalistes dans la région.

SA : Commençons par la question de l'impérialisme. Quels buts espèrent atteindre les puissances qui interviennent en Syrie - notamment la Russie, l'Arabie Saoudite, les USA et la Turquie ?

GN : La Syrie est un cas d'étude particulièrement intéressant car pratiquement toutes les forces impérialistes et régionales sont mobilisées sur un même territoire.

Arrêtons-nous tout d'abord sur l'intervention de la Russie et de ses alliés. Les enjeux géostratégiques de l'impérialisme russe sont de taille dans cette région. Après la Libye, la Syrie est à présent le dernier bastion où la Russie jouit d'une présence militaire longue de plusieurs décennies. Elle possède une base navale à Tartous, qui s'est développée au cours des dernières années, ainsi qu'une base aérienne à Hmeimim, près de Latakiah. Ainsi, d'un point de vue géostratégique, si la Russie perd la Syrie, elle n'a plus aucune présence, et aucun moyen d'asseoir son influence diplomatique, au niveau du bassin méditerranéen.

Cet intérêt particulier s'articule à un intérêt plus général. Depuis l'ascension de Vladimir Poutine, la Russie a cherché à retrouver sa place au sein des grandes puissances - à forcer les autres puissances à lui faire une place, si nécessaire par la force. C'est ce qui était en jeu en Ukraine et c'est ce qui l'est également en Syrie.

En ce qui concerne l'autre « camp » impérialiste, à savoir les Etats-Unis et leurs alliés, il faut revenir sur l'échec et la défaite de l'intervention anglo-américaine en Irak en 2003. Le retrait des forces armées américaines en 2011 a été une démonstration frappante de l'échec de l'impérialisme états-unien dans la région et en particulier en Irak. Ce qui se déroule en ce moment avec Daech a permis le retour des Etats-Unis dans la région, non seulement en Irak mais en Syrie, au moins dans le cadre d'une « intervention à moindres frais ». Cela signifie qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des troupes au sol mais d'assurer une présence militaire aérienne.

Sous couvert de lutter contre le terrorisme et contre Daech, il y a donc un retour des Etats-Unis en Irak, ainsi qu'en Syrie où les Américains interviennent maintenant directement alors qu'ils n'avaient jusqu'alors qu'une présence diplomatique extrêmement limitée. Aujourd'hui, les Etats-Unis ont déployé des forces spéciales aux frontières et dans le nord du pays, ainsi qu'une importante présence aérienne. L'enjeu est donc clair pour eux : il s'agit de revenir dans une région qu'ils ont été forcés de quitter. Cette région est particulièrement importante à leurs yeux, étant donné la proximité avec ses alliés, notamment Israël mais aussi les pays du Golfe, menacés par les soulèvements et les révolutions qui ont secoué le monde arabe.

Une partie de la gauche radicale a critiqué la politique états-unienne dans la région, reprochant aux Etats-Unis leur inaction. Mais c'est faux. Les Etats-Unis sont intervenus et ont agi. Leur politique en Syrie a été de laisser les différents groupes s'entretuer d'une part. D'autre part, l'objectif était d'anéantir les capacités économiques et militaires de la Syrie de sorte que le régime - ou tout autre régime qui émergerait par la suite - ne puisse jamais

Il faut rappeler que dans un premier temps les Etats-Unis n'ont pas eu de position ferme sur la révolution syrienne. Dans le cas de la révolution tunisienne, Obama avait appelé Ben Ali à quitter le pouvoir deux semaines seulement après le début des événements ; quant à Hosni Moubarak, une semaine seulement a suffi pour que le président américain conseille au leader égyptien de quitter son poste. En revanche, sa première déclaration concernant Bacha Al-Assad a eu lieu en août 2014, c'est-à-dire cinq mois après le début de la révolution.

Au premier plan des autres puissances de la région, on retrouve les pays du Golfe, menés par l'Arabie Saoudite. Au cours du premier mois de la révolution syrienne, l'Arabie Saoudite a aidé le régime syrien à hauteur de 3 milliards de dollars. Ils ont compris que la révolution syrienne était un mouvement populaire à la fois large et radical, et dont la dynamique constituait à ce titre une menace pour l'ensemble des régimes réactionnaires et dictatoriaux/autoritaires de la région. Lorsqu'ils sont intervenus, c'était donc contre le régime mais également en soutien aux factions islamistes radicales, soit directement soutenues par l'Etat saoudien, soit par le biais d'une multitude d'autres organisations sous contrôle saoudien. Il y a donc eu un flux d'argent et de combattants au profit des factions extrémistes comme Jabhat Al-Nusra et Ahrar al-Sham[1]. Petit à petit, et face à la faiblesse des forces de l'Armée Syrienne Libre, ces factions ont pris place sur le devant de la scène militaire syrienne.

Le second point important concernant l'Arabie Saoudite est sa rivalité avec l'Iran. Les Saoudiens ont vu les Iraniens gagner en influence en Irak – notamment grâce à l'intervention américaine –, et les alliés de l'Iran – la Russie et [le Hezbollah](#) – soutiennent le régime syrien. Une victoire du régime et du Hezbollah menacerait donc l'Arabie Saoudite et limiterait son influence dans la région. D'autre part, le régime syrien a été un allié de l'Iran depuis la première Guerre du Golfe – le conflit sanglant entre le régime iranien et Saddam Hussein en Irak (1980-1988). Cette guerre a fait des millions de morts et de blessés, et provoqué des destructions dans les deux pays, avec le soutien des puissances impérialistes. L'Iran ayant des intérêts à préserver sa zone d'influence (qui s'étend de l'Irak au Liban, en passant par la Syrie), ce pays s'est engagé auprès du régime syrien dès le début de la révolution. Le Hezbollah lui a timidement emboîté le pas à partir de 2012. En 2013, le dirigeant du Hezbollah Hassan Nasrallah a déclaré que leur intervention en Syrie visait à protéger les lieux saints chiites contre les Takfiristes[2]. L'axe iranien a donc été partie prenante du conflit dès ses débuts.

Cette rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite a exacerbé la dimension confessionnelle du conflit. D'une part l'Arabie Saoudite, qui vient en aide les extrémistes islamistes, et d'autre part l'Iran, qui intervient sous ses propres prétextes religieux, nourrissant un conflit confessionnel jusqu'alors absent de la révolution syrienne.

Pour la Turquie, les enjeux sont un peu différents. La question kurde est le cauchemar de l'Etat turc depuis sa création. La plus importante communauté kurde se trouve sur le territoire turc. En libérant les Kurdes syriens, la révolution syrienne a soulevé la question de la libération nationale kurde.

La révolution syrienne, et notamment la dimension militaire du conflit, ont permis au PYD kurde de prendre le contrôle du Rojava, une vaste région – il s'agit du Kurdistan syrien, qui comprend les trois cantons de Jazira, Kobané et Afrin[3]. Néanmoins, il lui manque quelques territoires entre Kobane et Afrin. Si les forces kurdes et de leurs alliés arabes parvenaient à

relier les deux cantons Kobane et Afrin, cela permettrait de créer une continuité territoriale et un territoire *de facto* autonome au nord de la Syrie. La Turquie est donc intervenue dans le but d'empêcher une telle continuité territoriale entre Jazira et Kobana à l'est, et Afrin à l'ouest. Il y a là deux objectifs : écraser les velléités autonomistes kurdes en Syrie (qui auraient des répercussions en Turquie) et s'assurer que l'avenir de la Syrie ne se déciderait pas sans la participation active de la Turquie.

Enfin, on ne doit pas oublier Israël et rappeler la déclaration révélatrice d'Ehud Barak au début du conflit en 2011. Pour Ehud Barak[4], il ne fallait pas alors que la Syrie soit un autre Irak. Le régime devait être amélioré, mais sans toucher à l'Armée syrienne ou au Parti Baas[5]. Israël souhaite une Syrie affaiblie d'un point de vue économique et militaire, mais sans chute du régime entraînant une guerre civile illimitée qui menacerait l'Etat hébreu, ainsi que toute la stabilité de l'ordre impérialiste dans la région.

Quelle est la nature du régime d'Al-Assad ?

Historiquement, c'est l'Armée qui a pris le pouvoir en Syrie, avec le Parti Baas et ce que l'on peut décrire comme la petite bourgeoisie ou la classe moyenne. Tony Cliff a d'ailleurs bien décrit comment, dans une situation où le prolétariat comme la bourgeoisie sont affaiblis, la classe moyenne peut jouer un rôle central, dans une sorte de révolution à l'envers[6].

Quand l'Armée et les baasistes ont pris le pouvoir ils représentaient la classe moyenne face une bourgeoisie affaiblie, notamment par les nationalisations et les réformes agraires engagées par le régime de Nasser au cours de l'union entre l'Egypte et la Syrie dans les années 1958-61. Les communistes s'étaient renforcés dans la Syrie des années 1950. La gauche était forte et la contestation venant des classes populaires devenait dangereuse à la fois pour le régime et pour la bourgeoisie ; une alliance avec l'Egypte a donc été conclue pour briser cette poussée radicale. Cela fut une période d'instabilité pour la Syrie, avec un ou deux coups d'Etat par an à partir de l'année 1949.

Le régime baasiste a entrepris une série de réformes – en particulier entre 1966 et 1970, lorsque l'aile gauche du parti était au pouvoir – tout à fait positives et les plus radicales de la région. Cela a eu pour effet d'affaiblir encore davantage la bourgeoisie syrienne, la plaçant au bord de l'effondrement.

Hafez Al-Assad a pris le pouvoir en 1970 à la suite d'un coup d'Etat et a dirigé le pays pendant 30 ans. Au départ il a joué un rôle que l'on peut qualifier de bonapartiste[7]. Tandis que les anciennes fondations sociales étaient détruites, l'Etat a aidé à en construire de nouvelles. En tant que marxistes, nous savons bien que l'Etat peut influencer le développement de classes sociales distinctes. Le régime syrien a contribué à la création d'une nouvelle-vieille bourgeoisie très liée à l'Etat. Des bureaucrates de hauts rangs se sont alliés, notamment grâce à des mariages ou des alliances commerciales, à la bourgeoisie traditionnelle. La corruption leur a ensuite permis de s'enrichir et d'investir leurs nouvelles fortunes dans la machine économique. Ainsi, le régime a progressivement brisé le monopole économique étatique, notamment en 1991 avec le décret 10, qui a ouvert l'économie aux capitaux privés. Les mêmes bureaucrates corrompus ont été transformés par leurs relations avec la vieille bourgeoisie, qui ne disposait alors plus des mêmes capacités d'investissement. Ils ont injecté leurs fortunes dans certains secteurs de l'économie – construction, industrie, tourisme – et à partir de 1990, ils ont constitué une

Dans le même temps, Hafez Al-Assad a réparti les postes importants au sein de l'appareil d'Etat, selon des critères confessionnels ou régionaux. Par exemple, chacun de ses gouvernements devait compter deux Druzes[8], un Premier ministre sunnite et parfois un ministre de la Défense sunnite, etc. Il est parvenu à inclure les différentes représentations religieuses au sein de l'Etat. Bien qu'athée, il insistait pour être vu lors des prières dans des mosquées sunnites, ou bien lors de célébrations chrétiennes ou juives. L'effet de cette politique d'inclusion est visible dans la révolution syrienne puisque toutes les représentations religieuses ont pris parti pour le régime.

La répression a empêché le développement de toute activité politique, syndical ou associative indépendante du régime, aboutissant à l'enfermement de dizaines de milliers d'opposants. L'un de mes cousins a été enfermé pendant 25 ans – de 33 ans à 58 ans. On a laissé pourrir des gens en prison pour des durées incroyablement longues. Le régime tenait la société syrienne d'une main de fer et il a fallu une génération particulièrement courageuse pour oser le défier.

Lorsque Bachar Al-Assad a succédé à son père en 2000, près de 11% de la population syrienne vivait sous le seuil de pauvreté. Dix ans plus tard, on atteint les 33%, ce qui veut dire que [Bachar applique en Syrie les politiques néolibérales](#) les plus sévères et les plus radicales de la région – pire encore qu'au Maroc, en Egypte ou en Jordanie. Il a pensé qu'il n'y aurait aucune opposition, aucune résistance. Il a cru qu'il avait hérité d'une société définitivement matée, et il s'est permis de mener des politiques qui, en moins de dix ans, ont porté à 50% la proportion de la population vivant avec 2 dollars par jour.

En quoi la révolution a-t-elle transformé la nature du régime ?

La guerre, les interventions, la révolution et les transformations démographiques ont transformé la nature du régime. A présent, il ne s'agit plus que d'une milice familiale et de ses alliés – une faction qui représente le cœur de la bourgeoisie syrienne – le bras armé d'un clan qui est en guerre contre le peuple.

Est-il juste de penser, comme certains l'affirment, que la révolution se retrouve à présent prise dans le cadre d'un conflit confessionnel ?

C'est seulement partiellement vrai. En effet, il y a d'une part des groupes islamistes sectaires et réactionnaires et, d'autre part, le régime utilise des milices confessionnelles chiites, comme celles du Hezbollah ou des milices afghane ou iranienne. C'est une réalité. Mais cela représente 100 000 ou 200 000 personnes. Qu'en est-il du peuple syrien dans son ensemble ? Laissez-moi vous faire part tout d'abord de mes expériences personnelles.

Je me suis rendue en Syrie à plusieurs occasions au cours des dernières années. Je n'ai subi aucune discrimination du point de vue confessionnelle, ni ressenti aucune hostilité religieuse. De plus, plusieurs de mes camarades ont quitté la Syrie au cours des derniers mois ; pour ce faire, ils ont dû traverser des zones contrôlées par des Islamistes — et certains de ces camarades font partie de minorités religieuses rejetées par les Islamistes sunnites. Mais ils n'ont pas été arrêtés ou décapités pour autant. La population dans ces zones s'adressait à eux en ces termes : « Vous êtes des frères ». L'un des camarades en

question a d'ailleurs passé deux mois dans cette zone avant de pouvoir rejoindre la Turquie.

En réalité, s'il s'agissait réellement d'un conflit confessionnel, nous aurions été témoins d'innombrables massacres confessionnels. Il y en a eu, perpétrés d'abord par le régime, puis pas des groupes islamistes, mais sporadiques et limités. A ce jour, le conflit en Syrie a fait 600.000 morts. Le nombre de victimes tuées dans le cadre de conflits confessionnels est de 1.100. Personne n'a massacré un village entier d'Alaouites, tranché des gorges par milliers[9]. Il y a eu des incidents mais, en général, les gens ne sont pas spontanément sectaires. Dans la région sous contrôle du régime, on retrouve des Syriens déplacés de toute la Syrie. Rien qu'à Lattaquié, ils sont un million et demi - sunnites et non-sunnites, à vivre parmi les Alaouites alors que les soldats alaouites périssent pas dizaines. Avez-vous entendu parler d'un quelconque massacre de ces sunnites ? Non. Parce que cela n'a pas lieu ; parce qu'en ce qui concerne les gens ordinaires, personne ne s'est encore transformé en monstre sectaire.

Déclarer qu'il s'agit d'un conflit confessionnel et que l'on ne peut rien y faire est une manière un peu facile de refuser son devoir de solidarité envers le combat du peuple syrien. Certes, il existe des aspects confessionnels, mais il y a d'autres aspects et au cœur des événements, à leur base, il y a une révolution populaire avec ses hauts et ses bas, ses tournants, l'intervention impérialiste et la politique de terre brûlée du régime, avec un recul du mouvement populaire mais qui ne signifie pas que tout est perdu !

Quelle est l'actualité des forces de la révolution et des différents groupes armés?

Considérons d'abord l'Armée Syrienne Libre, dont nous entendons beaucoup parler. Beaucoup d'observateurs font une erreur quand ils parlent de l'Armée Syrienne Libre comme d'une armée organisée, avec une structure de commandement. C'est en fait une étiquette générique qui recouvre divers phénomènes. Pour comprendre ce que c'est, revenons au point de départ.

Avec la militarisation du soulèvement, dès la deuxième moitié de 2011, on a remarqué deux phénomènes. D'une part, une partie des manifestants - qui se faisaient tirer dessus comme des pigeons par les soldats du régime - ont décidé de prendre les armes pour se protéger. Ce sont des individus qui tiraient un peu à la fin des manifestations, pour les protéger. Dans le même temps, il y avait de plus en plus de désertions dans l'armée. À la fin 2011 et surtout en 2012, il y a eu de 20.000 à 30.000 soldats qui ont déserté, emportant leurs armes. L'Armée Syrienne Libre a été créée à partir de ces phénomènes.

Cela ressemblait beaucoup à ce que nous appelons les coordinations. Dans chaque quartier, chaque village, chaque hameau, les gens s'organisaient eux-mêmes et créaient des coordinations qui appelaient à des manifestations, décidaient de leur trajet, se mettaient d'accord sur les slogans, prévoyaient des chemins pour s'échapper, comment évacuer les blessés, etc. Mais c'était un phénomène local. C'était sa faiblesse et sa force en même temps. C'était une faiblesse, car il a toujours manqué un réseau qui aurait pu se coordonner au niveau national. Mais cela leur a également permis de survivre plus longtemps — il est très difficile pour le régime d'écraser quelque chose de local et multiple.

De même, l'Armée Syrienne Libre était en réalité une combinaison de déserteurs et des gens ordinaires qui ont pris les armes dans leurs localités. Il y avait peu de coordination

entre eux. Les puissances régionales ont aussi contribué à créer quelque chose, mais c'était un véritable phénomène populaire. Encore une fois, leur localisme était à la fois leur faiblesse et leur force. Aujourd'hui en Syrie, il y a encore 3.000 «groupes armés» en dehors des grandes organisations islamistes – ce sont vraiment ceux qui étaient le mieux organisés, mais le phénomène à son apogée était beaucoup plus large.

Qui a dû être évacué à Zabadani[10] ? Vous en avez entendu parler ? Ce sont des gens ordinaires de la campagne autour de Damas. C'était l'Armée Syrienne Libre ; de petits groupes locaux ici et là, qui se défendaient quand on les a jetés dans les mains du Front Jabhat Al-Nusra. Le régime a été habile en les livrant à Al-Qaïda. Cela lui a permis d'affirmer « il n'y a qu'Al-Qaïda et Daech qui nous combattent, et Al-Qaïda doit être détruit ».

De fait, le phénomène de la résistance populaire n'a pas suscité de solidarité de la part des puissances régionales, parce que le peuple en armes est une chose dangereuse pour elles. Ils ne donnent qu'à quelques groupes, soigneusement identifiés et qui sont à leur solde.

On trouve ensuite les forces kurdes — le PYD et ses Unités de Protection du Peuple, qui ont déjà des décennies d'expérience de guérilla en Turquie et dans les montagnes. C'était le seul parti kurde qui disposait d'une force militaire propre. Lors du retrait du régime de quelques localités au nord de la Syrie en 2012, ces forces liées au PKK ont su investir immédiatement ces zones et confirmer leur influence, leur présence militaire. Cela a eu lieu à partir de juillet 2012, et il s'en est suivi une dynamique d'auto-administration ainsi que la création et le développement des Unités de Protection des Femmes. L'année dernière, ils se sont alliés avec quelques bataillons de l'Armée Syrienne Libre pour former les Forces Démocratiques Syriennes, une force kurdo-arabe ou arabo-kurde dans le nord de la Syrie. Nous sommes très proches, en dialogue fraternel avec une partie de ce groupe en particulier, une alliance nationaliste démocratique, qui comprend des Assyriens, des Turkmènes et des Arabes, avec une présence au nord et à l'ouest d'Alep[11].

Enfin vous avez les groupes islamistes les plus puissants. Si nous laissons de côté Daech — car pour moi c'est un phénomène distinct, il y a deux puissances principales. Le premier est Ahrar al-Sham, une «milice islamiste» qui veut un régime salafiste djihadiste, mais avec cette différence : ils ne veulent pas imposer l'Etat islamique tout de suite, mais l'obtenir à un moment donné dans l'avenir, et en attendant, rappeler le peuple à la religion. Et il y a le Front Fateh al-Sham, anciennement al-Nusra. Ils sont très puissants militairement, au nord d'Alep, à Alep même et à Idlib. A Damas et dans les environs il y a aussi Jaysh al-Islam, une milice qui est un peu inféodée à la famille de Zahran Alloush, qui a été assassiné par les Russes en 2015.

Que se passe-t-il au sud autour de Daraa ?

La région de Daraa a cette spécificité : géographiquement, c'est un piège à rats. Pour les groupes qui sont là-bas, ils ont deux solutions. Si le régime jordanien ouvre la frontière, ils peuvent respirer ; s'il ferme la frontière, ils sont étouffés entre le régime syrien et la Jordanie. Cette géographie les rend très sensibles à la politique du régime jordanien, à l'ouverture et à la fermeture de la frontière.

En ce qui concerne la solidarité, les munitions, les armes et le traitement médical des blessés, un grand nombre de ces bataillons de l'Armée Syrienne Libre ont été contraints de passer sous la dépendance de la Jordanie. En ce moment, la Jordanie ne veut pas de la

guerre, et est en train de fermer le robinet. Donc, ces gens ne peuvent pas faire grand-chose d'autre ou bien ils seront écrasés.

Est-ce que les comités populaires formés au cours de la révolution existent encore ? Que font-ils ?

La chose importante qui caractérise la révolution syrienne était que les masses populaires ont pu créer des instruments d'auto-organisation. Ce sont les coordinations locales dont nous avons déjà discuté et, à partir de 2012, ce qu'on appelle des conseils civils ou les conseils locaux, les instruments d'auto-administration pour gérer la vie au quotidien. En 2011, 2012 et même pendant une partie de 2013, c'était un immense phénomène. Partout où le régime n'était pas présent, et même dans certains endroits où il était présent — il y avait ces deux organes d'organisation et d'auto-administration.

Cependant, 2013 a vu, d'une part, Daech et la montée des groupes islamistes réactionnaires et sectaires et, d'autre part, la violence sans précédent du régime. Ce fut le point où il a véritablement commencé à appliquer avec sauvagerie une politique de terre brûlée, en détruisant les infrastructures, les maisons, etc. C'est là qu'on a vu les vagues de réfugiés syriens qui ont commencé à se développer, à partir de 2013. A partir de cette date, les conseils et coordinations ont été affaiblis, parce que les gens mourraient ou étaient obligés de fuir. Voilà pourquoi nous parlons de l'avancée de la contre-révolution à partir de 2013 et du recul du mouvement populaire.

Recul ne veut pas dire disparition.

Aujourd'hui même, il y a une heure, il y avait une manifestation populaire dans la ville de Zakieh près de Damas. Aujourd'hui, il reste encore quelques coordinations, même si c'est plus faible. Le mouvement populaire n'est pas mort. Chaque fois que les armes se taisent, les masses populaires émergent à nouveau, renaissent. On l'observe malgré la destruction, malgré la guerre, malgré le massacre, malgré le déplacement et l'exode.

Cela existe encore aujourd'hui. C'est beaucoup plus faible. Nous participons à quelques comités de coordination dans des conditions très difficiles. Il reste encore quelques comités locaux qui sont actifs. Il y a eu un recul des organisations du mouvement et le mouvement populaire est affaibli. Mais il survit.

La grande question : que faire ? Quelle est la stratégie de la gauche révolutionnaire en Syrie ?

La perspective à court terme de notre organisation socialiste révolutionnaire en Syrie, le Courant de la Gauche révolutionnaire, implique plusieurs tâches. Bien sûr, nous avons besoin pour survivre de conserver la force que nous avons, et de recruter de nouveaux militants. Deuxièmement, nous devons participer à toutes les luttes qui ont lieu, dans les coordinations qui restent. Participer à toutes les luttes, quelles qu'elles soient. Quelque soit la difficulté des conditions, notre tâche est de participer aux luttes tout en construisant le parti. Notre journal est produit en Syrie. Si tu le regardes, il y a des fautes de frappe, des fautes d'orthographe et de grammaire. Qu'importe ! Ce sont des militants là. Ce n'est pas nous, à l'extérieur, ce sont eux qui font le journal, qui le distribuent. C'est une expérience d'apprentissage, dans des conditions où il n'y a pas d'électricité, ou alors deux heures par

D'un autre côté, il faudrait créer un front uni de toutes les forces de gauche et démocratiques révolutionnaires en Syrie. C'est-à-dire un pôle différent de l'opposition bourgeoise d'un côté, du régime et de ses alliés de l'autre côté, des islamistes extrémistes d'un autre côté encore. Nous avons fait quelques pas dans cette direction, en dépit des difficultés. Nous avons annoncé un accord de collaboration avec l'Alliance Démocratique, qui comprend quelques partis dont les anciens communistes. Nous avons besoin d'un tel front pour peser dans les événements aujourd'hui et dans le futur. On ne se prépare pas seulement pour aujourd'hui mais pour la période à venir. L'état actuel des choses ne peut pas durer éternellement. Le moment viendra où la guerre et les bombardements vont s'arrêter, et nous devons être prêts à ce moment-là. Nous aurons besoin d'être forts pour nous implanter dans la population, dans les classes populaires. Nous aurons besoin d'être avec eux pour veiller à ce que le sort de la Syrie ne soit pas décidé par les puissances régionales ou impérialistes, ou par la bourgeoisie syrienne.

Il faut créer ce rapport de forces dès aujourd'hui. Ce sont ce que nous appelons les trois « pieds » sur lesquels nous travaillons : luttes des masses, construction du parti, la formation d'un front uni des forces démocratiques. Bien sûr, nous avons aussi nos mots d'ordre : « Ni Washington ni Moscou, ni Riyad, ni Ankara, ni Téhéran ». Il s'agit d'éduquer les masses, pour souligner que la solution ne viendra pas de ces pouvoirs, mais que le peuple syrien lui-même doit décider de son propre destin. Et aussi pour mettre la pression sur l'opposition bourgeoise dans ses négociations avec le régime, pour ne pas accepter la reproduction de ce régime avec quelques modifications et quelques postes pour eux-mêmes.

Nous devons approfondir les luttes des masses syriennes pour obtenir un changement démocratique social et politique le plus profond possible. La lutte sera durable, donc il faut préparer nos forces à combattre durant une longue période.

Tu es pessimiste ou optimiste ?

Je suis très optimiste, contrairement à l'ambiance générale. Le combat est dur, mais regarde : notre révolution est en cours depuis six ans, et quelles leçons ont apporté ces six années ?

D'abord qu'on peut se révolter, que le régime ne peut pas écraser la volonté populaire, quoi qu'il fasse, quels que soient ses alliés. Quelque chose est cassé dans le régime. Quelque chose a pris fin. Même si les Américains et les Russes, ainsi que les autres puissances, nous imposent une situation où Bachar Al-Assad et son clan restent au pouvoir, il ne pourra plus régner comme avant.

Il y a un milieu « loyaliste » qui permet la survie du régime : plus de dix millions de personnes, environ la moitié de la population, qui restent sous le contrôle du régime. Et ces gens-là ont une haine contre ce régime. Ils vivent le martyr au quotidien. Il y a d'immenses manifestations contre le régime et contre la famille Assad. Il y a de grandes explosions à venir. Là où le régime pense qu'il est le plus stable, c'est là qu'il est le moins stable. Les jours sont finis où quelqu'un pouvait gouverner le peuple syrien en disant, « fermez vos gueules, je ferai ce que je veux ».

Et puis il y a eu la leçon de l'expérience. Il y a longtemps, si vous étiez l'un des « anciens » socialistes révolutionnaires et que vous vouliez parler de socialisme, vous pouviez dire que l'objectif était un Etat ouvrier basé sur des conseils ouvriers, des conseils de paysans, etc. Les gens posaient des questions, et on pouvait répondre : « ça a existé, au moins pendant un moment, en Hongrie, en Allemagne et surtout en Russie ». Mais c'était loin de l'expérience des gens. Aujourd'hui c'est beaucoup plus simple. L'auto-organisation est compréhensible grâce aux coordinations. Le peuple syrien, sans lire Lénine ou Marx ou Trotsky, a déjà réalisé cela à travers ses luttes. Quand on va parler des conseils ouvriers et paysans, ils le comprennent parce qu'ils l'ont fait ; il s'agit de leur expérience vécue.

La troisième leçon concerne les forces islamistes. Ils ont toujours affirmé que l'Islam était la solution. Cette hypothèse est maintenant épuisée en Syrie. Les gens ont vu à quoi cela ressemble quand les forces religieuses islamistes imposent leur modèle de gouvernement. Cette théorie a été mise à l'épreuve et a échoué.

Il reste le socialisme. Cela dépend de nous. Nous pensons qu'il s'agit de la seule solution, la plus humaniste et la plus égalitaire, pour les masses de Syrie et de partout ailleurs. La lutte continue.

Traduit par Sylvestre Jaffard et Taverna Jordan.

Photo : By Abd al-Razaq Zaqzoq. Source: Abd Alrazaq Zaqzoq Facebook page. Link: bit.ly/2h97pNb

Notes

[1] Jabhat al-Nusra était la branche syrienne d'Al Qaeda, qui a rompu de manière importante avec cette dernière et s'appelle désormais Jabhat Fateh al-Sham al-Islamiyya. Ahrar al-Sham est une autre milice islamiste, alliée actuellement à Jabhat Fateh al-Sham.

[2] Takfiri est un terme utilisé pour désigner un musulman qui accuse les autres d'être incroyants. Il est souvent utilisé pour décrire des groupes comme Daech.

[3] Le PYD est un parti kurde localisé dans le nord de la Syrie, allié au PKK, la principale organisation kurde en Turquie.

[4] Barak, ancien Premier ministre israélien, a été ministre de la Défense entre 2007 et 2013.

[5] Le Parti Baas, auquel le président Bachar Al-Assad appartient, a constitué le parti syrien dirigeant depuis le coup de 1963.

[6] Il s'agit ici d'une référence à la théorie élaborée par Tony Cliff de la révolution permanente déviée, qu'il détaille dans l'article du même nom : https://www.marxists.org/francais//cliff/1963/00/cliff_19630000.htm.

[7] Le terme « bonapartiste » dérive de l'analyse par Karl Marx du régime de Louis-Napoléon Bonaparte en France, qui s'est établi après un coup d'Etat, lorsque les forces de classe en lutte, libérées par la révolution de 1848, furent épuisées.

[8] Les Druzes constituent une minorité religieuse surtout présente en Syrie, au Liban et en Israël.

[9] Les Alaouites, auxquels les Assad appartiennent, se rattachent à la branche chiite de l'Islam et sont localisés essentiellement en Syrie et en Turquie.

[10] Al-Zabadani est une petite ville à la frontière avec le Liban.

[11] Les Assyriens et les Turkmènes constituent deux groupes minoritaires dans la population syrienne.

[12] Le Courant de la Gauche Révolutionnaire a été fondé en Syrie en octobre 2011 et publie, en Syrie, un journal mensuel intitulé *Première ligne*.